

COMMUNE DU LAVANDOU
Mairie du Lavandou
83980 LE LAVANDOU

Règlement de consultation

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ACCORD CADRE MONO ATTRIBUTAIRE DONNANT LIEU A EMISSION DE BONS DE COMMANDE

**Contrôle de la Délégation de Service Public et suivi
des travaux concessifs associés**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 24 mai 2024 à 17:00

MARCHE N° 2024SERV03

N° Lot	Intitulé du Lot
1	Volet Alimentation Eau Potable
2	Volet Assainissement

I - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1-1 Objet

L'objet de la consultation est l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour le suivi de l'exécution du contrat de délégation de services publics ainsi que le suivi des travaux concessifs associés, pour les compétences en eau potable, et assainissement.

La consultation est allotie en 2 lots :

- Lot N°1 : Volet Alimentation en eau potable.
- Lot N°2 : Volet assainissement

Le périmètre de ces 2 lots est celui du territoire de la commune du LAVANDOU.

Le candidat unique pluridisciplinaire, ou groupement devra avoir une compétence financière, en droit de la commande publique en matière de DSP, techniques dans le montage des DSP, de leurs suivis et de leurs exécutions mais aussi il aura le suivi des ilots concessifs liés aux DSP.

Il est attendu une compétence « juridique » dans le cadre du présent marché. Plus précisément, une partie des prestations, objet du présent marché porte sur des services de conseil juridique. Sur ce point, il est rappelé que la délivrance de conseils juridiques constitue une profession réglementée par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, laquelle est à ce titre réservée à la profession d'avocat. La prestation « juridique », objet du présent marché ne concerne pas les services juridiques de représentation en justice.

La forme du groupement est conjointe avec mandataire solidaire.

1-2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est un **appel d'offres ouvert**.

Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1-3 Type de contrat

L'accord cadre mono attributaire est passé en application des articles L 2125-1-1 R 2162-1 à R 2162-6 R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1-4 Décomposition de la consultation

Il est prévu une décomposition en deux lots :

- Lot N° 1 : Volet Alimentation en Eau Potable.
L'accord-cadre du Lot 1 est conclu sans montant minimum de prestation et avec un montant maximum des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre de 85 000.00 € HT.
- Lot N° 2 : Volet Assainissement
L'accord-cadre du Lot 2 est conclu sans montant minimum de prestation et avec un montant maximum des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre de 50 000.00 € HT.

1-5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	
75130000	Services d'appui des pouvoirs publics	
713100004	Service de conseil en matière d'ingénierie et construction	
79111000-5 à 7914000-7	Service de conseils juridiques	

II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2-2 Forme juridique du groupement

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

2-3 Variante

Aucune variante n'est autorisée.

III - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3-1 Durée du contrat

La durée du marché à intervenir débute à compter de sa date de notification et pour une durée globale de quatre (4) ans.

3-2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous traitant(s) de premier rang éventuel (s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalentes déposées sur CHORUS pro.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

IV- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) pour les Lots 1 et 2
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes pour le Lot 1 et le Lot 2
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 2 lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif non contractuel pour le Lot 1 (DQENC)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail estimatif non contractuel pour le Lot 2 (DQENC).

Il est remis gratuitement à chaque candidat

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications

aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

V- PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5-1 Documents à produire

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Au stade de la candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. L'acheteur précise que les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans et moins de cinq ans seront pris en compte. Les attestations qui précisent si les prestations ont été effectuées selon les règles de l'art et menées	Non

régulièrement à bonne fin indiquent le montant des honoraires et des travaux, la date de démarrage de la mission, le contenu de la mission et	
Libellé	Signature
les coordonnées de l'interlocuteur technique au sein de la maîtrise d'ouvrage	
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et des principaux cadres techniques de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Renseignements ou pièces permettant de juger de sa capacité à mettre en place une démarche d'Assurance Qualité sur ce type d'opération, notamment : certification de la série Iso 9000 délivrée par un organisme accrédité (Afaq, ...) ou tout autre élément prouvant une démarche qualité de l'entreprise	Non
Présentation des certificats de qualifications professionnelles OPQIBI détenus par le candidat, en lien direct avec les différentes composantes de la mission	Non
Lettre de motivation (document de 5 pages A4 recto/verso maximum) présentant la synthèse des capacités techniques, professionnelles et financières de l'équipe présentée dans la candidature	Non

Chacun des certificats/diplômes/attestations précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le

candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Par ailleurs, le candidat présentera l'équipe chargée de la mission. A minima, les compétences suivantes seront obligatoirement représentées :

- Infrastructures et traitement des eaux usées
- Infrastructures et traitement en eau potable
- Juridique et réglementaire : il est précisé que la délivrance de conseils juridiques constitue une profession réglementée par la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971, laquelle est à ce titre réservée à la profession d'avocat
- Technique et finance des collectivités, notamment dans le cadre de missions d'expertise de service public
- Contrôle et suivi de chantier dans le domaine de l'eau et l'assainissement : ouvrages (traitement, stockage, relevage, forages) et réseaux.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours.

Cette possibilité n'est pas donnée en ce qui concerne les pièces de l'offre si ladite régularisation a pour effet de modifier ses caractéristiques substantielles (exemple abs de BPU...).

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Du fait de l'envoi du marché sous forme dématérialisée au contrôle de légalité, le candidat enverra sa candidature sous 1 seul fichier dans lequel figurera l'ensemble des pièces exigées au format PDF et compressé MAIS PAS ZIPPE.

Le nommage des fichiers est limité à 20 caractères.

5-2 Pièces de l'offre

Un projet de marché par Lot comprenant :

- 1 - l'acte d'engagement (A.E) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
- 2 - Le bordereau des prix unitaires (format Excel et PDF)
- 3 - le détail estimatif non contractuel (format Excel et PDF)
- 4 - le mémoire technique faisant apparaître les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations le concernant. Ce document comprendra notamment :

A- Compétences et qualifications de l'équipe

Le candidat décrira la composition de l'équipe spécifique qu'il s'engage à mettre en place pour la réalisation des prestations. Le candidat devra présenter l'équipe en charge du projet avec son organisation et avec la désignation nominative des intervenants assortie de leur CV. Le candidat décrira les moyens matériels dont il dispose pour réaliser les études techniques, et les diverses missions.

B- La méthodologie pour la réalisation des prestations

Le candidat décrira la méthodologie envisagée pour la réalisation des catégories de prestations à savoir : les missions de suivi d'études, d'AMO pour le contrôle et le suivi des contrats de concessions, et de maîtrise d'œuvre pour le suivi de chantiers dans le domaine de l'eau et l'assainissement : ouvrages (traitement, stockage, relevage, forages) et réseaux.

C- Les dispositions pour assurer le respect des délais et la qualité des prestations

D- Les dispositions pour assurer le suivi technique, administratif, et financier des prestations

E- Décomposition des temps des prestations

Le candidat fournira une décomposition des temps de chacun des intervenants présentés pour les diverses prestations en faisant apparaître le montant journalier affecté à la catégorie de personnel et le nombre de jours prévus pour chacune des prestations.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le mémoire technique ne sera pas un document général mais adapté aux besoins de la commune.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles

Du fait de l'envoi du marché sous forme dématérialisée au contrôle de légalité, le candidat enverra son offre sous 4 fichiers distincts : un pour l'AE, un pour le BPU (format Excel et PDF), un pour le DQENC (format Excel et PDF° et un autre pour son mémoire technique et ses annexes éventuelles. Ces 4 fichiers ne devront pas être zippé.

Le nommage des fichiers est limité à 20 caractères

Remarques pour tous les lots

A l'issue de la procédure le titulaire potentiel disposera d'un délai de 10 jours pour transmettre au Pouvoir Adjudicateur les pièces suivantes :

Attestations fiscales et sociales à jour et attestations d'assurance professionnelle et en RC,

L'acte d'engagement (A.E.) signé par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat (le cas échéant, les pouvoirs, habilitations ou procurations devront être fournis) si ledit acte n'a pas été fourni avec l'offre

Ces pièces devront être transmises signées en original (une signature scannée n'est pas une signature originale) et être en tout point identiques à celles remises au candidat contenant son offre.

Le non-respect de ce délai entraîne le rejet de l'offre. La même demande est alors faite au candidat suivant dans le classement des offres.

VI - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6-1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse : <https://agysoft.marches-publics.info>. Les offres remises en mains propres ou par envoi postal ne seront ni ouvertes ni analysées.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique. Le pli sera considéré "hors délai" si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Formats de fichiers acceptés :

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),

COMMUNE DU LAVANDOU

- Format PDF (.PDF),
- Formats images (.gif, .JPG et .png), - Format pour les plans (.dwg et .PDF).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CDRom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier ou numérique.

Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, par pli recommandé avec AR ou remis contre récépissé, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

**COMMUNE DU LAVANDOU
Mairie du Lavandou
83980 LE LAVANDOU**

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

VII - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7-1 Sélection des candidatures

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion de plein droit de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique seront exclus s'ils ne fournissent pas les justificatifs visés à l'article L 2141-11 du code de la commande publique dans les délais impartis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les candidatures incomplètes sont éliminées. Le maître d'ouvrage se réserve toutefois la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature

Les candidatures restantes seront examinées.

Pour l'examen des candidatures, le maître d'ouvrage **peut** demander aux candidats d'explicitier les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacité requises sont éliminés.

7-2 Jugement des offres et attribution du marché

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

CRITERES	PONDERATION
1 – Prix des prestations noté sur 20	30%
2- Valeur technique notée sur 20	
A- Compétences et qualifications de l'équipe affectée à la réalisation des prestations, moyens matériels, répartition des tâches entre les différents intervenants / 6 POINTS	
B- Qualité de la méthodologie proposée pour la réalisation des prestations / 6 POINTS	
C- Dispositions envisagées pour assurer le respect des délais sur lequel le candidat s'engage (ne dépassant pas les délais plafonds exigés) et la qualité des prestations / 4 POINTS	70%
D – Décomposition des temps passés par intervenant afin de vérifier l'adéquation entre l'organisation de l'équipe et les missions à mener en respectant les temps minimum indiqués à l'AE / 4 POINTS	

Valeur Prix

L'offre de prix des candidats sera calculée suivant la formule suivante :

Offre de prix du candidat = Prix du devis quantitatif et estimatif non contractuel figurant au DCE

Note du candidat = $20 \times (\text{offre de prix la moins onéreuse} / \text{offre de prix du candidat})$ et pondérée à 30%.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le détail estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Valeur technique

Pour le critère valeur technique, la notation sera appréciée au vu du mémoire technique produit par le candidat (notée sur 20 points et pondérée à 70%).

Les points obtenus pour chaque sous-critère de pondération seront calculés comme suit :

- Très satisfaisant : 100 % des points alloués au sous critère concerné
- Satisfaisant : 75 % des points alloués au sous critère concerné
- Moyen : 50 % des points alloués au sous critère concerné
- Insuffisant : 25 % des points alloués au sous critère concerné
- Non renseigné : irrégulier

Nota : des précisions pourront être apportées au jugement par des annotations + et – (par exemple : satisfaisant + ou satisfaisant -)

VIII - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8-1 Traitement des données personnelles

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire,
- Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel)

Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

8-2 Renseignements administratifs et techniques

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire de la plateforme: <https://agysoft.marches-publics.info>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises l'ayant téléchargé après identification.

8-3 Procédures de recours

Le Tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
BP 40510
83041 TOULON CEDEX
Tél : 0494427930
Télécopie : 0494427989
Courriel : greffe.ta.toulon@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
BP 40510
83041 TOULON CEDEX
Tél : 0494427930
Télécopie : 0494427989
Courriel : greffe.ta.toulon@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- ☐ Un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative,
- ☐ Un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA,

- Un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens », accessible à l'adresse internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRAL

Place Felix BARET CS 30001
13259 MARSEILLE CEDEX 06

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(Document à compléter et à joindre obligatoirement sous peine d'irrecevabilité de l'offre)

Je soussigné(e), (nom, prénom)

représentant la société

.....
candidate à : Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour l'élaboration, le suivi et l'exécution des contrats de délégations de services publics pour les compétences en eau potable, l'assainissement collectif et non collectif. (Relance) 2 lots a) **Condamnation définitive :**

☐ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 4139 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

☐ ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

☐ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 82411 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

☐ pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : ☐ pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ☐ ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ☐ ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : ☐ avoir, au 31 décembre 2022 souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

COMMUNE DU LAVANDOU

☐ - ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

☐ - avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

☐ **h) Si le marché a une durée supérieure à 6 mois**, je m'engage selon les dispositions du décret n°2008-244 du 7 Mars 2008 à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de son exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail et ce jusqu'à la fin du contrat.

☐ **i) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ; ☐ **j) que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.**

Conflit d'intérêt : ☐ **k)** atteste sur l'honneur qu'entre le candidat et le maître d'ouvrage/ Pouvoir Adjudicateur et son AMO le cas échéant, il n'existe aucun conflit d'intérêt.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Cochez les cases correspondantes.

Fait à , le
.....

(tampon de la société et signature en original)